



Conseil de sécurité

CS/11563

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York
 Conseil de sécurité
 7266^e séance – matin

MOYEN-ORIENT: LE COORDONNATEUR SPÉCIAL POUR LE PROCESSUS DE PAIX ANNONCE UN ACCORD TRIPARTITE POUR LA RECONSTRUCTION DE GAZA

Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, a annoncé au Conseil de sécurité, ce matin, que son bureau était parvenu à un accord tripartite entre Israël, l'Autorité palestinienne et l'ONU afin de permettre les travaux de reconstruction nécessaires dans la bande de Gaza.

Cet accord, a précisé M. Serry en présentant l'exposé mensuel du Secrétariat sur la « situation au Moyen-Orient, y compris la question de Palestine », implique le secteur privé et donne un rôle clef à l'Autorité palestinienne dans l'effort de reconstruction, tout en offrant des assurances par le biais d'une surveillance de l'ONU selon lesquelles les matériaux ne seront pas détournés de leurs destinations civiles.

Dans un Moyen-Orient de « plus en plus instable » dans le contexte de l'avancée de l'État islamique d'Iraq et du Levant et du Front el-Nostra, le Coordonnateur spécial a appelé le Conseil de sécurité à solidifier le calme fragile entre Israël et Gaza et à favoriser la reconstruction de Gaza.

« Gaza doit être ouvert à la reconstruction et au relèvement et il doit être répondu aux légitimes préoccupations sécuritaires s'agissant des produits à double usage », a insisté M. Serry, en se disant satisfait que les deux Gouvernements aient compris cette situation.

Ce « mécanisme temporaire », a-t-il dit, devrait aussi renforcer la confiance des bailleurs de fonds avant la conférence sur la reconstruction de Gaza prévue le 12 octobre au Caire, en Égypte. « Le Gouvernement palestinien de consensus national, qui est pleinement engagé en faveur des principes de l'OLP sous la direction du Président Mahmoud Abbas, doit avoir la possibilité d'assumer toutes ses responsabilités à Gaza et de surveiller les activités de reconstruction et de contrôler toutes les forces de sécurité, les armes et les équipements », a-t-il déclaré.

À un mois de la conférence de reconstruction de Gaza, M. Serry a rappelé que les Nations Unies et le Gouvernement palestinien avaient estimé le 10 septembre à 550 millions de dollars l'aide nécessaire aux centaines de milliers de civils affectés par le récent conflit dans la bande de Gaza.

Dans un exposé articulé autour de six points, M. Serry a cité un accord de paix israélo-palestinien comprenant des dispositions pour permettre l'entrée à Gaza de biens humanitaires, de matériaux de construction et l'extension de la zone de pêche à six milles nautiques. Il a espéré que de nouveaux arrangements seraient possibles dans l'optique d'une levée du blocus, en gardant à l'esprit le cadre de la résolution 1860 (2009) du Conseil de sécurité.

Il s'est réjoui du fait qu'Israël ait accepté hier le lancement de projets des Nations Unies d'un montant de 105 millions de dollars qui avaient été présentés avant le conflit dans le contexte de la tenue de la réunion du Comité spécial de liaison pour la coordination de l'assistance internationale aux Palestiniens du 22 septembre 2014. Il a espéré qu'Israël accepterait d'autres programmes de reconstruction lors de la conférence du 12 octobre.

M. Serry a rappelé que le conflit à Gaza s'était traduit par une tragédie humaine sans précédent, avant de s'inquiéter de la précarité du cessez-le-feu mis en œuvre depuis le 26 août. Il a souligné que 2 100 Palestiniens avaient été tués, dont 500 enfants, 250 femmes et 11 membres de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), et 11 000 autres avaient été blessés. De même, 18 000 maisons ont été détruites ou endommagées, tandis que 100 000 personnes ont perdu leur logement et 65 000 Palestiniens déplacés ont trouvé refuge dans des camps de l'UNRWA.

Côté israélien, 66 soldats et six civils ont été tués et 130 civils et 450 soldats ont été blessés. Si Israël a bombardé 5 000 positions à Gaza et détruit 32 tunnels, dont 14 menaient au territoire israélien, le Hamas et d'autres groupes militants ont tiré 4 200 roquettes sur Israël dont 700 autres ont été interceptées. Face à ce constat, il a appelé à multiplier les efforts pour obtenir une reddition des comptes s'agissant des violations du droit international observées de part et d'autres.

Le Coordonnateur spécial a prévenu qu'une reprise du conflit serait une catastrophe et a souhaité que le calme fragile soit consolidé lors des négociations prévues sous les auspices de l'Égypte, au Caire. Les questions humanitaires sont prioritaires, parmi lesquelles figurent les logements, l'énergie et l'eau, a-t-il dit.

« Nous devons aussi nous préoccuper de la Cisjordanie », a-t-il poursuivi, en faisant état des arrestations et des destructions de logements observées ces derniers mois. Il s'est particulièrement inquiété du fait que 400 hectares de terre eurent été déclarés terres d'État dans la zone de Bethléem, préparant ainsi la voie à de nouvelles colonies de peuplement, lesquelles sont en contradiction avec le droit international et l'objectif d'une solution à deux États.

Avec, déjà, l'annonce de l'appropriation de 100 hectares de terre en avril 2014, l'on assiste, a dit M. Serry, à la plus grande saisie de territoire dans cette zone depuis les années 1980.

« Maintenir le statu quo en Cisjordanie enverrait un signal erroné », a-t-il estimé, en notant que l'engagement du Président Abbas et de l'Autorité palestinienne en faveur de la coexistence et la paix avait été démontré, malgré le conflit à Gaza et les tensions sur le terrain. Parmi les motifs de satisfaction, il a noté que 5 000 Palestiniens de Cisjordanie recevraient un permis de travail pour aller travailler en Israël.

Alors que la crise à Gaza est loin d'être terminée, M. Serry a affirmé que l'ampleur de la destruction avait rendu les civils désespérés et amers. Il a jugé important de reconstruire la confiance chez les Israéliens et les Palestiniens, tous les efforts en ce sens devant se retrouver autour d'un cadre politique révisé et crédible.

S'agissant de la situation dans la région, il a jugé indispensable que les efforts visant à contrer l'État islamique d'Iraq et du Levant soient accompagnés de mesures politiques en vue d'arrêter les violences en Syrie.

Au sujet du Golan, il a indiqué que le Département des opérations de maintien de la paix ferait un exposé demain devant le Conseil de sécurité.

Si les Forces armées libanaises ont repris le contrôle de la ville frontalière d'Arsal, qui était occupée par des militants syriens, dont des éléments de Front el-Nostra et de l'État islamique d'Iraq et du Levant, les efforts visant à la libération de 27 soldats libanais détenus se poursuivent.

Il a fait état du lancement de 10 roquettes depuis le Sud-Liban vers Israël entre le 11 juillet et le 25 août et de tirs d'artillerie de représailles israéliens à travers la ligne bleue à cinq reprises. Si les parties se sont engagées à mettre en œuvre la résolution 1701 (2006) depuis le retour au calme, les violations israéliennes de l'espace aérien libanais se sont poursuivies, a souligné le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient.

* * * * *